

Le RTES c'est ...

1 Faire connaître

Le RTES rend visible les politiques et actions de ses adhérents auprès d'autres collectivités, des réseaux partenaires, des institutions nationales et européennes, de la presse...

2 Echanger

Le RTES organise des **journées d'échanges** pour permettre aux élu.e.s et technicien.ne.s de partager leurs expériences, réfléchir à l'intégration de l'ESS dans les politiques publiques et à l'articulation entre les différents niveaux de collectivités.

3 Contribuer

En capitalisant les actions et politiques de ses adhérents, **le RTES porte leur voix** auprès des institutions nationales, européennes et internationales.

4 S'informer

Le RTES publie une **newsletter mensuelle**, une lettre papier trimestrielle et des ouvrages thématiques sur les collectivités et l'ESS.

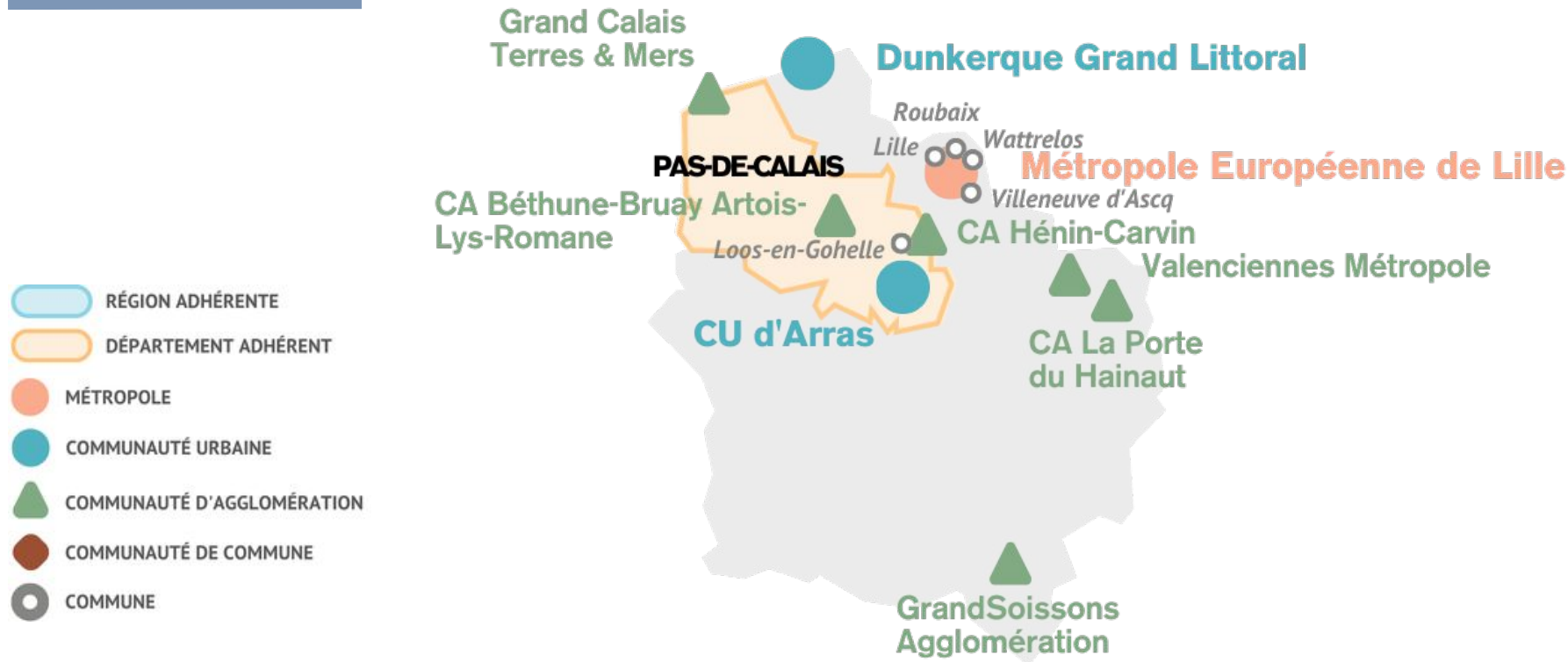
5 S'accompagner

Le RTES organise régulièrement des **conférences en ligne** pour permettre aux élu.e.s et technicien.ne.s de s'accompagner mutuellement dans la mise en œuvre de leurs politiques d'ESS.



Un réseau créé il y a 21 ans par et pour des élu.e.s
Bientôt 200 collectivités adhérentes !

Les collectivités adhérentes au RTES en région Hauts-de-France



Un espace ressources pour outiller les collectivités souhaitant développer l'ESS



Nos guides RepèreESS :

Guides d'une soixantaine de pages mêlant à la fois des éléments de compréhension, de méthodologie, des cas concrets et témoignages de collectivités.

Retrouvez nos derniers guides :

- “Economie informelle & ESS - Enjeux et leviers d'action des collectivités locales”
- “Le rôle des collectivités dans la structuration de filières locales avec et pour l'ESS”



Nos Points de RepèreESS :

Document de 4 pages synthétiques permettant de faire le point sur un sujet et ses enjeux pour les collectivités territoriales.

Retrouvez notamment :

- n°3 : “Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif (Scic) & collectivités”
- n°10 : “Pôles Territoriaux de Coopération Economique (PTCE) & collectivités”



Nos 3 kits :

“Communes, intercommunalités & ESS”

“Départements & ESS”

“Régions & ESS” :

Publications d'une cinquantaine de pages à destination des exécutifs régionaux, départementaux, communaux pour les outiller pour développer l'ESS sur leur territoire. Chaque guide est composé d'une vingtaine de fiches synthétiques,

illustrant par des exemples concrets la façon dont les différentes politiques thématiques relevant de la compétence de chaque niveau de collectivité peuvent intégrer l'ESS. Ces guides sont régulièrement mis à jour et ré-édités.

Des actions de plaidoyer pour faire avancer la place de l'ESS dans les politiques publiques et porter la parole des collectivités adhérentes



L'ESS, au coeur des compétences du bloc communal

Deux caractéristiques des politiques d'ESS :

- une **politique coconstruite** avec les acteurs du territoire (têtes de réseaux de l'ESS, acteurs de l'ESS, habitant.e.s...).
- une **politique transversale**, car elle concerne toutes les politiques publiques thématiques. Une sensibilisation de l'ensemble des élu.e.s et services à l'ESS est importante, des méthodes de travail permettant le travail en transversalité peuvent être mises en œuvre

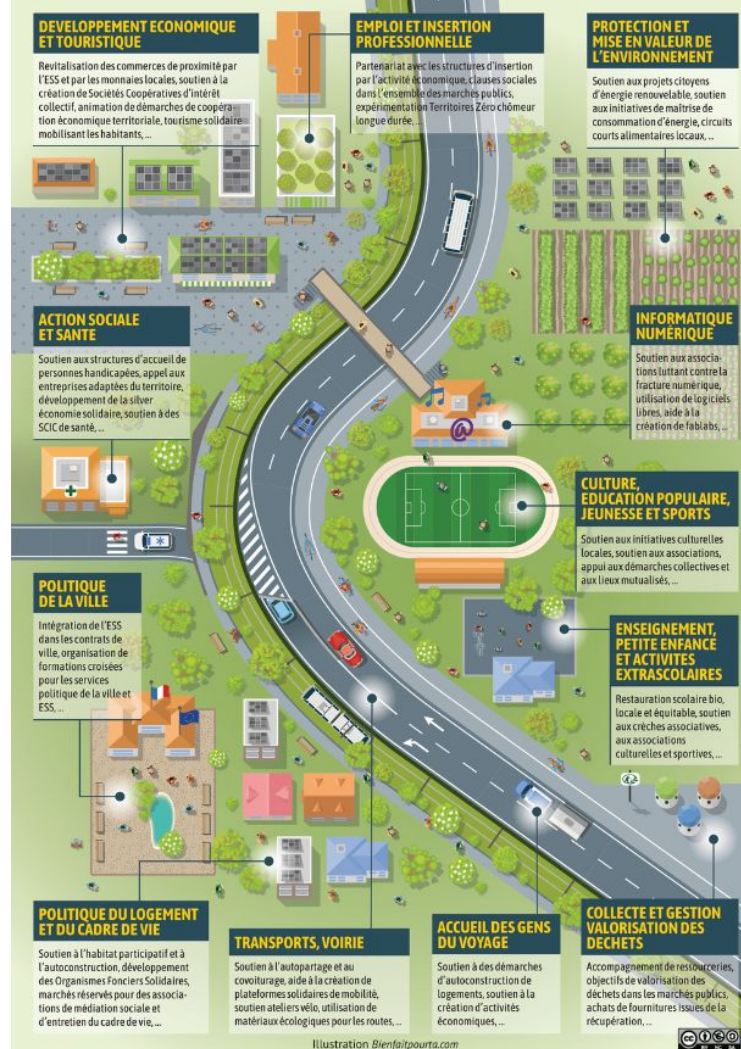
L'importance d'avoir **un ou une élue référente** à l'ESS

L'expérience des collectivités du RTES montre qu'il est important d'avoir au sein de l'exécutif un ou une adjointe ou vice-présidente dont la délégation fait explicitement référence à l'ESS, et des services ayant une compétence ESS identifiée.

La visibilité de l'ESS dans l'organigramme technique et politique est une dimension importante, à l'interne comme à l'externe de la collectivité.

Les acteurs de l'ESS peuvent contribuer à l'ensemble des politiques mises en place par le bloc communal, et celui-ci dispose de nombreuses possibilités pour accompagner les acteurs de l'ESS, que ce soit au niveau des communes ou de leurs groupements. Le schéma page suivante illustre les principales compétences du bloc communal et le lien possible avec l'ESS.

L'ESS, au coeur des compétences du bloc communal



Focus sur la commande publique responsable



Connaître les **acteurs ESS** du territoire et systématiser le **sourçage**

- Connaître les acteurs du territoire et leur capacité de réponse aux besoins de la collectivité, organiser des **rencontres entre acheteurs et acteurs ESS** (ESAT, Structures d'insertion par l'activité économique, entreprises agréées ESUS, associations,...).
- **Consulter les acteurs en amont** de la passation d'un marché public.
- S'appuyer sur les **réseaux d'acteurs** pour soutenir les structures ESS dans leur capacité de réponses aux marchés (diffusion de l'information, animation de plateformes d'achats, organisation de salons professionnels, organisation de formations, accompagnement de structures dans leurs réponses aux marchés,...).

Les **CRESS** ou d'autres **réseaux territoriaux d'acteurs** sont des partenaires importants pour le repérage des acteurs de l'ESS et leur accompagnement.

- Tenue d'une liste des entreprises de l'ESS par les CRESS,
- Organisation de rendez-vous d'affaires entre les structures de l'ESS et les services acheteurs,
- Possibilité d'accompagnements personnalisés afin de promouvoir les offres de produits et services des acteurs de l'ESS auprès des acheteurs et entreprises exposantes lors d'un salon professionnel.



Focus sur la commande publique responsable



Utiliser les leviers du **code de la commande publique** pour cibler les structures de l'ESS

- **Réserver des lots ou marchés** aux opérateurs économiques qui emploient des travailleurs handicapés ou défavorisés ou aux entreprises de l'ESS ;
- Intégrer des **clauses sociales et/ou environnementales** dans les conditions d'exécution et les critères d'attribution des marchés ;
- Exiger des **labels**, par exemple le label «commerce équitable» ;
- Penser aux **marchés négociés** sans mise en concurrence préalable pour les achats d'une valeur estimée inférieure à 40 000€ HT qui permettent aux collectivités de travailler au plus près des territoires ;
- **Allotir les marchés** pour favoriser la réponse de structures de l'ESS ;
- Favoriser les **réponses collectives** au travers par exemple de groupements temporaires d'entreprises (en lien avec les réseaux d'acteurs).



Alimentation biologique et équitable dans les cantines (voir fiche ^{n°8}), énergie 100 % renouvelable et locale pour les bâtiments publics, traiteurs et réceptions, entretien des espaces verts,... autant de types de marchés auxquels peuvent répondre les structures de l'ESS.

La commune de Bain-de-Bretagne (35) fait ainsi appel à **Lobodis**, entreprise solidaire de café équitable torréfié par un ESAT, pour la fourniture en café de la commune.

Depuis 2006
Rassemble les acteurs du
développement agricole,
viticole et rural de l'Aube

LES MEMBRES FONDATEURS :



Oeuvre à catalyser et
structurer les intérêts
communs des
organisations
professionnelles
agricoles sur le
territoire...

ET NOS PARTENAIRES :



Renforce le rôle économique
des Agricultures comme
levier de développement
durable, générateur d'emploi
et aménageur du territoire...

Président : François ZIESAIRE

Directrice : Vanessa SERIEIS

L'exemple de la fondation territoriale de Loire-Atlantique

- Réunir les acteurs du territoire autour d'un objectif commun à l'échelle d'un territoire
- Création en 2022, réunit 34 acteurs: entreprises, collectivités et institutions, associations et fondations.
- **Missions de la fondation territoriale:** réduire les inégalités locales, faciliter et rendre accessible le mécénat, soutenir les associations locales, tiers de confiance pour favoriser la coopération sur le territoire
- Coopérations à travers: engagement des parties prenantes du territoire, place des acteurs de l'accompagnement des acteurs de l'ESS, co-construction et temps nécessaire de la coopération, fondation territoriale comme "tiers de confiance"
- <https://fondationterritoriale44.org>

En Hauts-de-France, la fondation territoriale du Grand Hainaut

- La Fondation Territoriale Grand-Hainaut a été initiée dans le cadre du PTCE Auton'hommes (Pôle Territorial de Coopération Économique) et officiellement lancée en décembre 2024.
- Elle a pour objet de soutenir des projets d'intérêt général sur le territoire du Grand Hainaut (arrondissements d'Avesnes, Cambrai et Valenciennes).
- Son ambition est de soutenir **l'émergence et le développement d'initiatives solidaires sur ce territoire**, d'oeuvrer en faveur de la solidarité, la lutte contre les exclusions, l'éducation, le soutien à la jeunesse et la transition écologique.
- Elle pourra, à titre exceptionnel, intervenir dans tout autre domaine de l'intérêt général.
- Fonds apportés par acteurs ESS, mutuelle, bailleur social et PME.
- D'après Gérard Dechy, 97% des entreprises mécènes sont des PME

Prochains rendez-vous :



En ligne

**Club collectivit'ESS
En quoi l'ESS peut-elle
contribuer à la
transition écologique?**

Jeudi 4 septembre 2025
14h-16h



En ligne

**Collectivités, comment
identifier et
accompagner les
structures ESS en
difficulté**

Jeudi 26 juin 2025
de 11h à 12h30



En ligne

**Faciliter l'installation en
agriculture durable avec
l'ESS, leviers d'actions
des collectivités**

Lundi 30 juin 2025
de 16h à 17h30



Orléans

**Assemblée générale du
RTES**

Mardi 1er juillet 2025